

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 31 juillet 2000;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 8 février 2001;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction Publique donné le 9 janvier 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le montant actuel des jetons de présence est trop bas par rapport au travail fourni par les membres des commissions de probation et qu'il est par conséquent difficile de trouver des membres qui souhaitent siéger dans lesdites commissions;

Sur proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 février 1965 allouant des allocations et indemnités aux membres des commissions de probation, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1971 et l'arrêté royal du 17 février 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Aux membres des commissions de probation est alloué pour les réunions, un jeton de présence de 9,92 EUR, lié à l'indice-pivot 138,01, par demie heure prestée. »

Art. 2. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001, le montant de « 400 BEF » est d'application au lieu du montant de « 9,92 EUR » mentionné à l'article 1^{er}.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 juli 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting, gegeven op 8 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 januari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het huidige bedrag van de presentiegeden veel te laag is in verhouding tot de te verrichten werkzaamheden door de leden van de probatiecommissies en dat het bijgevolg zeer moeilijk is leden te vinden die willen zetelen in vermelde commissies;

Op voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 februari 1965 tot toekenning van toelagen en vergoedingen aan de leden van de probatiecommissies, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juni 1971 en het koninklijk besluit van 17 februari 1976, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. Aan de leden van de probatiecommissies wordt voor de vergaderingen een presentiegeld van 9,92 EUR toegekend, gekoppeld aan spilindex 138,01, per gepresteerd half uur ».

Art. 2. Voor de periode van 1 januari tot 31 december 2001 geldt in de plaats van het bedrag van « 9,92 EUR », vermeld in artikel 1, het bedrag van « 400 BEF ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 2214

[C - 2001/00767]

18 JUILLET 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à modifier l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire afin, d'une part, de prévoir l'enregistrement dans le registre d'attente d'une nouvelle information, à savoir l'adresse déclarée par les demandeurs d'asile auprès de l'Office des étrangers, du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, des directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et du Conseil d'Etat et, d'autre part, de désigner les autorités habilitées à introduire cette information via le Registre national des personnes physiques.

La loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 charge le Roi de déterminer les informations relatives à la situation administrative qui doivent être mentionnées dans le registre d'attente. Le Roi détermine également la nature de ces informations et les règles d'accès à ces dernières.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 2214

[C - 2001/00767]

18 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, te wijzigen, enerzijds om de registratie van een nieuw informatiegegeven in het wachtregister te voorzien, namelijk het door de asielzoekers aangegeven adres bij de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de directeurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de Raad van State, en anderzijds om de overheden aan te wijzen die bevoegd zijn om dat informatiegegeven in te voeren via het Rijksregister van de natuurlijke personen.

De wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, belast de Koning met het bepalen van de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand die vermeld moeten worden in het wachtregister. De Koning bepaalt tevens de aard van die informatiegegevens en de regels inzake toegang tot die gegevens.

L'article 2, alinéa 1^{er} de la loi précitée du 19 juillet 1991 stipule notamment que les registres de la population mentionnent les informations relatives à l'identification et à la localisation des habitants.

Pouvoir localiser les habitants est également nécessaire en ce qui concerne les personnes inscrites dans le registre d'attente, notamment pour la mise en œuvre des procédures prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de l'exécution des décisions prises sur la base de ladite loi dans le cadre du contentieux administratif ou judiciaire.

Ainsi, sur la base de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1991, le Roi peut également déterminer les informations relatives à la situation administrative qui doivent être mentionnées dans le Registre d'attente.

Le présent projet d'arrêté vise à introduire dans le registre d'attente une nouvelle information permettant une meilleure localisation des personnes inscrites au Registre d'attente, à savoir l'information relative à l'adresse déclarée par les demandeurs d'asile auprès de l'Office des étrangers, du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, des directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et du Conseil d'Etat et à désigner les autorités habilitées à les y introduire.

Cette « adresse déclarée » est l'adresse où le demandeur d'asile déclare effectivement séjourner.

Il ne s'agit donc pas de la résidence officielle (par exemple, dans un centre ouvert pour réfugiés que l'intéressé aurait en pratique quitté mais où il resterait encore officiellement domicilié) ni du domicile désigné en application de l'article 51/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Dans la pratique, il est très important que les autorités mentionnées ci-avant puissent contacter le plus vite possible les étrangers et cela n'est possible qu'à l'adresse déclarée.

L'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, pris en exécution de l'article 2 de la loi susdite du 19 juillet 1991, doit dès lors être modifié en conséquence. Tel est l'objet du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et les très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

AVIS 31.657/2 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 mai 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire", a donné le 16 mai 2001 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« (l'urgence est motivée)... par le fait que depuis le 3 janvier 2001, le nombre d'adresses déclarées par les demandeurs d'asile ne correspondant pas aux adresses officiellement enregistrées dans le registre d'attente a fortement augmenté en raison, notamment, du passage temporaire de candidats réfugiés dans les centres d'accueil. ».

Artikel 2, eerste lid, van de voormelde wet van 19 juli 1991 bepaalt met name dat de bevolkingsregisters de informatiegegevens betreffende de identificatie en de lokalisatie van de inwoners vermelden.

Het lokaliseren van de inwoners is ook noodzakelijk wat de in het wachtregister ingeschreven personen betreft, met name voor de uitvoering van de procedures die voorzien zijn door de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en de uitvoering van de beslissingen die genomen zijn op basis van de voormelde wet in het kader van de administratieve of gerechtelijke geschillen.

Zo kan de Koning, op basis van artikel 2, tweede lid, van de wet van 19 juli 1991, ook de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand bepalen die vermeld moeten worden in het wachtregister.

Dit ontwerp van besluit strekt ertoe in het wachtregister een nieuw informatiegegeven in te voeren dat een betere lokalisatie mogelijk maakt van de personen die ingeschreven zijn in het wachtregister, namelijk het informatiegegeven betreffende het adres dat de asielzoekers aangegeven hebben bij de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de directeurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de Raad van State, en de overheden aan te wijzen die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren.

Dit "aangegeven adres" is het adres waar de asielzoeker zegt werkelijk te verblijven.

Het is verschillend van de officiële hoofdverblijfplaats (bijvoorbeeld een open centrum voor vluchtelingen, dat de betrokkene in de praktijk verlaten heeft, maar waar hij nog steeds officieel gedomicilieerd is) en van de gekozen woonplaats bedoeld in artikel 51/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

In de praktijk is het echter van belang dat de bovenvermelde instanties de vreemdeling zo vlug mogelijk kunnen contacteren. Dit kan op het aangegeven adres.

Het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, dat genomen is ingevolge artikel 2 van de voormelde wet van 19 juli 1991, moet derhalve dienovereenkomstig gewijzigd worden. Dat is het onderwerp van dit besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

ADVIES 31.657/2 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 mei 2001 door de Minister van Binnenlandse zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren", heeft op 16 mei 2001 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

« (l'urgence est motivée)... par le fait que depuis le 3 janvier 2001, le nombre d'adresses déclarées par les demandeurs d'asile ne correspondant pas aux adresses officiellement enregistrées dans le registre d'attente a fortement augmenté en raison, notamment, du passage temporaire de candidats réfugiés dans les centres d'accueil. ».

Examen du Projet	Onderzoek van het ontwerp
Dispositif	Dispositief
Article 1 ^{er}	Artikel 1
<p>Selon le rapport au Roi, le projet a pour objet d'introduire dans le registre d'attente une "nouvelle informations permettant une meilleure localisation des personnes inscrites au registre d'attente, à savoir l'information relative à l'adresse déclarée par les demandeurs d'asile auprès de l'Office des étrangers, du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, des directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et du Conseil d'Etat.</p>	<p>Luidens het verslag aan de Koning heeft het ontwerp tot doel in het Wachtregister een "nieuw informatiegegeven" in te voeren waardoor de in het wachtregister ingeschreven personen beter kunnen worden gelokaliseerd, te weten het adres dat de asielzoekers hebben opgegeven bij de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de directeurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de Raad van State.</p>
<p>Il y a lieu cependant de préciser, à tout le moins dans le rapport au Roi, cette notion d'"adresse déclarée".</p>	<p>Nochtans dient dat begrip "aangegeven adres", op zijn minst in het verslag aan de Koning, te worden gepreciseerd.</p>
<p>Le fonctionnaire délégué en a convenu et a proposé de compléter le rapport au Roi de la façon suivante :</p>	<p>De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens en heeft voorgesteld het verslag aan de Koning aan te vullen als volgt :</p>
<p>« Dit "aangegeven adres" is het advies waar de asielzoeker zegt werkelijk te verblijven.</p>	<p>« Dit "aangegeven adres" is het adres waar de asielzoeker zegt werkelijk te verblijven.</p>
<p>Het is verschillend van de officiële hoofdverblijfplaats (bijvoorbeeld een open centrum voor vluchtelingen, dat de betrokkene in de praktijk verlaten heeft, maar waar hij nog steeds officieel gedomicilieerd is) en van de gekozen woonplaats bedoeld in artikel 51/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.</p>	<p>Het is verschillend van de officiële hoofdverblijfplaats (bijvoorbeeld een open centrum voor vluchtelingen, dat de betrokkene in de praktijk verlaten heeft, maar waar hij nog steeds officieel gedomicilieerd is) en van de gekozen woonplaats bedoeld in artikel 51/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.</p>
<p>In de praktijk is het echter van belang dat de bovenvermelde instanties de vreemdeling zo vlug mogelijk kunnen contacteren. Dit kan op het aangegeven adres. ».</p>	<p>In de praktijk is het echter van belang dat de bovenvermelde instanties de vreemdeling zo vlug mogelijk kunnen contacteren. Dit kan op het aangegeven adres. ».</p>
Article 2	Artikel 2
<p>Au 1°, la version française de l'arrêté se lira désormais comme suit : "... informations énumérées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 6° à 8°... » et non plus "... 6° et 8°... » .</p>	<p>In onderdeel 1 luidt de Franse versie voortaan "... informations énumérées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 6° à 8°" en niet meer "... 6° et 8°... ».</p>
<p>Il s'agit de la correction d'une erreur matérielle, qui rétablira la concordance de la version française et de la version néerlandaise de l'arrêté; partant, elle n'appelle pas d'observation.</p>	<p>Het betreft de correctie van een verschrijving die de concordantie tussen de Nederlandse en de Franse versie van het besluit zal herstellen; bijgevolg behoeft er geen opmerking bij te worden gemaakt.</p>
<p>Au 3°, le nouveau texte numéroté 5° doit être introduit par la conjonction "ou" pour respecter la construction de l'ensemble du texte.</p>	<p>In onderdeel 3 moet de nieuwe tekst, met als nummer 5°, ingeleid worden door het voegwoord "of", ter inachtneming van de constructie van de tekst in zijn geheel.</p>
<p>Par ailleurs, les personnes habilitées à introduire des informations doivent être déterminées de façon précise, et non d'une façon abstraite, comme le fait erronément le projet, par la simple mention des "centres d'accueil pour réfugiés".</p>	<p>Bovendien moeten de personen die gemachtigd zijn om de informatiegegevens in te voeren nauwkeurig worden aangewezen, en niet op abstracte wijze, zoals verkeerdelijk geschiedt in het ontwerp doordat de steller het zonder enige precisering heeft over de "opvangcentra voor vluchtelingen".</p>
<p>On écrira donc :</p>	<p>Men schrijve dus :</p>
<p>« 3° un 5°, rédigé comme suit, est ajouté :</p>	<p>»3° er wordt een onderdeel 5° toegevoegd, luidende :</p>
<p>"5° ou les directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et les membres du personnel administratif qu'ils désignent nommément et par écrit, exclusivement pour l'information visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 14°". »</p>	<p>« 5° of de directeurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de leden van het administratief personeel die zij bij name en schriftelijk aanwijzen, uitsluitend voor de informatie bedoeld in artikel 2, eerste lid, 14°". »</p>
<p>La chambre était composée de :</p>	<p>De kamer was samengesteld uit :</p>
<p>MM. :</p>	<p>De heren :</p>
<p>Y. Kreins, Conseiller d'Etat, président;</p>	<p>Y. Kreins, Staatsraad, voorzitter;</p>
<p>P. Lienardy et P. Quertainmont, Conseillers d'Etat;</p>	<p>P. Lienardy en P. Quertainmont, Staatsraden;</p>
<p>F. Delperée et J. Kirkpatrick, Assesseurs de la section de législation;</p>	<p>F. Delperée en J. Kirkpatrick, Assesoren van de afdeling wetgeving;</p>
<p>Mme B. Vigneron, Greffier.</p>	<p>Mevr. B. Vigneron, Griffier.</p>
<p>Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, Premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. Bolly, référendaire adjoint.</p>	<p>Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, Eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A. -F. Bolly, adjunct-referendaris.</p>
<p>La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.</p>	<p>De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.</p>
<p>Le greffier,</p>	<p>De griffier,</p>
<p>B. Vigneron.</p>	<p>B. Vigneron.</p>
<p>Le président,</p>	<p>De voorzitter,</p>
<p>Y. Kreins.</p>	<p>Y. Kreins.</p>

18 JUILLET 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 3, alinéa 1^{er}, 11°;

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment l'article 2, inséré par la loi du 24 mai 1994;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, modifié par l'arrêté royal du 24 novembre 2000;

Vu l'urgence motivée par le fait que depuis le 3 janvier 2001, le nombre d'adresses déclarées par les demandeurs d'asile qui ne correspondent pas aux adresses officiellement enregistrées dans le registre d'attente a fortement augmenté en raison, notamment, du passage temporaire de candidats réfugiés dans les centres d'accueil;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, modifié par l'arrêté royal du 24 novembre 2000, est complété comme suit :

« 14° l'adresse déclarée auprès de l'Office des Etrangers, du Commissariat général aux réfugiés et apatrides, des directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et du Conseil d'Etat. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le 2°, les mots « exclusivement pour les informations énumérées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 6° et 8° » sont remplacés par les mots « exclusivement pour les informations énumérées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, et 14° »;

2° dans le 4°, les mots « à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7°, en ce qui concerne les recours introduits auprès du Conseil d'Etat » sont remplacés par les mots « à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7° et 14°, en ce qui concerne les recours introduits auprès du Conseil d'Etat »;

3° un 5°, rédigé comme suit, est ajouté : « 5° ou les directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et les membres du personnel administratif de niveau 1 qu'ils désignent nommément et par écrit, exclusivement pour l'information visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 14°. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

18 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, 11°;

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 2, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 november 2000;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die gemotiveerd is door het feit dat het door de asielzoekers aantal aangegeven adressen die niet overeenstemmen met de officieel geregistreerde adressen in het wachtregister, sinds 3 januari 2001 sterk gestegen is, met name door de tijdelijke doortocht van kandidaat-vluchtelingen in de opvangcentra;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 mei 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 november 2000, wordt aangevuld als volgt :

« 14° het adres aangegeven bij de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de directeurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de Raad van State. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in het 2°, worden de woorden « uitsluitend voor de informatiegegevens opgesomd in artikel 2, eerste lid, 6° tot 8° » vervangen door de woorden « uitsluitend voor de informatiegegevens opgesomd in artikel 2, eerste lid, 6° tot 8°, en 14° »;

2° in het 4°, worden de woorden « in artikel 2, eerste lid, 7°, wat de bij de Raad van State ingestelde beroepen, » vervangen door de woorden « in artikel 2, eerste lid, 7° en 14°, wat de bij de Raad van State ingestelde beroepen »;

3° een 5° wordt toegevoegd, luidend als volgt : « 5° of de centrumdirecteurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de aldaar terwerkgestelde ambtenaren van niveau 1 die zij aanduiden, uitsluitend voor het informatiegevegeven bedoeld in artikel 2, eerste lid, 14°. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN